

**Impérialismes**

**Table des matières**

Impérialisme et mondialisation

* La mondialisation et la crise, M. HUSSON
* L’impérialisme au vingt-et-unième siècle, C. KATZ

L’impérialisme en action

* L’Afrique devant l’impérialisme, H. CAMPBELL
* Les États-Unis et la guerre sans fin, P. BEAUDET
* Les États-Unis au Moyen-Orient, I. WALLERSTEIN

Anti-impérialismes et altermondialismes

* Hypothèses pour une stratégie altermondialiste, G. MASSIAH

**Impérialisme et mondialisation**

|  |  |
| --- | --- |
| **La mondialisation et la crise**  Michel Husson | Entre 2000 et 2013, la croissance des pays avancés a été de 1,6 % par an et 6,1 % pour le reste du monde. L’écart se resserre si l’on raisonne en produit intérieur brut (PIB) par tête, mais il reste considérable : 1,0 % dans les pays avancés contre 4,7 % dans le reste du monde. Ce grand basculement a été confirmé par la crise qui aura aussi servi de révélateur. Dans un premier temps, la thèse du « découplage » avait été avancée, selon laquelle le dynamisme des pays émergents permettrait d’amortir le choc récessif. C'était prendre conscience de leur rôle moteur dans la croissance mondiale, mais aussi sous-estimer leur dépendance à l’égard des débouchés fournis par les pays avancés. En réalité, la croissance a reculé de manière comparable dans les deux groupes de pays, parce qu’il existe entre eux une forte synchronisation des évolutions cycliques. Leur différentiel de croissance a permis aux pays émergents, pris dans leur ensemble, d’éviter la récession, mais plusieurs grands pays comme le Brésil et l’Afrique du Sud n’y ont pas échappé.  Des transformations aussi profondes ont conduit à faire évoluer la terminologie : le monde était traditionnellement divisé entre pays développés ou avancés, d'un côté, et pays en développement de l'autre. Parmi ces derniers, on s’est mis à distinguer les pays « émergents », pour désigner les plus performants. C’est un économiste de Goldman Sachs qui a inventé le terme de BRIC pour désigner l’ensemble formé par le Brésil, la Russie, l’Inde et la Chine auxquels on ajoute l’Afrique du Sud. Les experts de cette même banque ont ensuite identifié le groupe des onze prochains émergents (*Next Eleven* ou N-11) qui rassemble les pays suivants : Bangladesh, Corée du Sud, Égypte, Indonésie, Iran, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie et Viêt Nam.  Le retournement s’amorce durant les années 1990, mais c’est dans la première décennie du 20e siècle que le mouvement prend toute son ampleur : entre 2000 et 2010, la part des pays avancés dans le PIB mondial baisse de 77,8 % à 64,5 % et celle des BRIC augmente spectaculairement, passant de 8,3 % à 18,2 %. Ces chiffres sont réellement impressionnants, mais leurs effets doivent d’abord être relativisés en prenant en compte les écarts de niveaux de vie. Les pays en développement partent en effet de très loin : en 2010, le PIB par tête moyen dans les BRIC représente 12 % de celui des pays avancés, une proportion nettement moins élevée que pour les autres pays en développement (28 %). Autrement dit, les pays émergents, et notamment les BRIC, sont parmi les plus pauvres de la planète. Compte tenu des tendances démographiques, le niveau de vie moyen resterait largement inférieur à celui des pays avancés à horizon de 10 ans. Même à l’horizon 2050, le niveau de vie moyen dans l’ensemble des pays émergents resterait au mieux inférieur de moitié à celui des pays avancés.  Les institutions internationales insistent sur le recul de la pauvreté absolue, définie le fait de vivre avec un pouvoir d’achat inférieur à 1,25 dollar par jour. Plus concrètement, « les personnes qui se trouvent en dessous de ce seuil mènent des vies misérables, pénibles, dures et courtes. Ce n’est pas seulement l'éducation, la santé, un logement et des vêtements décents qui leur font défaut mais tout simplement une alimentation suffisante pour qu’elles conservent leur santé physique et mentale. » (*The Economist*, 2013).  Malgré le recul de la pauvreté, nous sommes donc toujours dans un monde où dominent de très profondes inégalités que la pyramide de la distribution mondiale des revenus permet de visualiser. En 2007, les 20 % les plus riches de la population mondiale obtiennent 70 % du revenu mondial, alors que les 20% les plus pauvres n’en obtiennent que 2%. Ces mesures en parité de pouvoir d’achat (qui corrigent les taux de change) permettent de mesurer à quel point le rythme de réduction des inégalités est lent : en 1990, ces mêmes proportions étaient de 75 % pour les plus riches et de 1,5 % pour les plus pauvres. Au rythme actuel, il faudrait 272 ans pour que le milliard le plus pauvre obtienne 10 % du revenu global. La croissance n’est donc pas une condition suffisante pour réduire les inégalités : cela n’est le cas, ni pour la Chine, ni pour l’Inde, ni même pour les États-Unis, où la croissance a rendu « les riches plus riches et les pauvres plus pauvres en valeur relative. »  La crise n’est pas seulement un incident de parcours : elle a introduit des inflexions durables dans la trajectoire de l’économie mondiale. Le retour à la configuration antérieure est impossible, précisément parce que c’est elle qui a conduit à la crise. C’est donc un nouvel ordre mondial qui se dessine avec beaucoup d’incertitudes. La croissance des émergents a été en grande partie tirée par le dynamisme de leurs exportations, mais la contrepartie est une nouvelle forme de dépendance qui se manifeste aujourd’hui. À la mi-2003, on observe les effets en retour de cette imbrication des économies sur les pays du Sud qui avaient dans un premier temps fait preuve de résilience. Leurs taux de change et d’intérêt sont poussés à la hausse, et la faible croissance au Nord – voire la quasi-récession en Europe – freine leur croissance. Ce ralentissement pèse sur les prix des matières premières qui cessent de nourrir le dynamisme des pays dont les exportations dépendent principalement de ces dernières, révélant ainsi la fragilité de leurs performances passées. Cette conjoncture d’ensemble exerce un effet en retour sur les exportations des pays à surplus comme l’Allemagne, mais aussi sur les pays fournisseurs des grands émergents.  La mondialisation introduit des lignes de partage qui ne suivent pas les frontières des nations, mais tendent à découper, au sein des pays, les secteurs capables de se brancher sur le marché mondial et ceux qui en sont exclus. Cette logique est universelle : le développement de la précarité et de la pauvreté dans les pays les plus riches obéit au fond au même processus de mise en concurrence généralisée qui a pour effet une déstructuration des sociétés.  Les États-Unis ont manifestement comme objectif de rétablir leur suprématie économique en reconstituant ce que l’on appelait la « Triade » à travers le projet de grand marché transatlantique et l’acceptation d’une baisse du yen japonais. Au Sud, les modèles émergents devraient venir buter sur leurs limites, qu’il s’agisse selon les pays de dépendance aux matières premières, de pression démographique, de saturation du processus de rattrapage technologique, etc. L’intensification des échanges Sud-Sud et des intégrations régionales pourraient contrecarrer ces involutions. Mais, de manière générale, le talon d’Achille du capitalisme mondial est l’épuisement relatif des gains de productivité, les économies du Sud n’étant plus un relais suffisant pour ceux du Nord. |

|  |  |
| --- | --- |
| **L’impérialisme du XXIe siècle[[1]](#footnote-1)**  [Claudio](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=auteur&id_auteur=335) Katz | Le renouveau de l’intérêt pour l’étude de l’impérialisme a modifié le débat sur la mondialisation, centré jusque-là exclusivement sur la critique du néolibéralisme et sur les traits nouveaux de la mondialisation. La polarisation des revenus confirme l’importance de la théorie dans son sens premier. Lorsque la fortune de 3 multimillionnaires dépasse le Produit intérieur brut de 48 nations et lorsque toutes les quatre secondes un individu de la périphérie meurt de faim, il est difficile de cacher que l’élargissement du gouffre entre les pays avancés et les pays sous-développés obéit à des rapports d’oppression. Aujourd’hui il est incontestable que cette asymétrie n’est pas un événement « passager », qui serait corrigé par le « dégorgement » des bénéfices de la mondialisation. Les pays périphériques ne sont pas seulement les « perdants » de la mondialisation mais ils supportent une intensification des transferts des revenus qui ont historiquement freiné leur développement.  L’analyse de l’impérialisme présente simplement une explication de la polarisation de l’accumulation à l’échelle mondiale et de la réduction des possibilités de son nivellement entre des économies dissemblables. La marge du développement accéléré qui a permis au XIXe siècle à l’Allemagne et au Japon de parvenir au statut de puissance, détenu alors par la France ou la Grande-Bretagne, n’existe plus aujourd’hui pour le Brésil, l’Inde ou la Corée. La carte du monde ainsi modelée se caractérise par une « architecture stable » du centre et une « géographie variable » du sous-développement, les seules modifications possibles étant celles du statut périphérique de chaque pays dépendant.  La théorie de l’impérialisme attribue ces asymétries au transfert systématique de la valeur créée dans la périphérie vers les capitalistes du centre. Ce transfert se concrétise à travers la détérioration des termes des échanges commerciaux, l’aspiration des revenus financiers et la remise des bénéfices industriels. L’effet politique de ce drainage c’est la perte d’autonomie politique des classes dirigeantes périphériques et les interventions militaires croissantes du gendarme nord-américain. La recolonisation de la périphérie constitue la face politique de la domination économique impérialiste. Elle se fonde sur l’association croissante des classes dominantes locales avec ses correspondants du nord. Cet entrelacement est la conséquence de la dépendance financière, de la livraison des ressources naturelles et de la privatisation des secteurs stratégiques de la région. La perte de la souveraineté économique a octroyé au Fonds monétaire international (FMI) la mainmise directe sur la gestion macro-économique et au Département d’État aux États-Unis une influence équivalente sur les décisions politiques.  La gestion internationalisée des affaires érode la vigueur du modèle classique de la concurrence inter-impérialiste. Mais cette transformation n’est pas perceptible si l’on observe la mondialisation en cours comme un « processus aussi vieux que le capitalisme lui-même ». La rivalité contemporaine entre les firmes se déroule dans un cadre d’activité plus concerté. C’est au sein des organismes mondiaux d’activité politique (ONU, G8), économique (FMI, BM, OMC) ou militaire (OTAN) que cette activité commune se négocie. A la différence du passé, l’activité traditionnelle des blocs concurrents coexiste avec l’influence croissante de ces institutions, qui agissent en écho des intérêts des firmes internationalisées. C’est pourquoi le remodelage contemporain des territoires, des législations et des marchés s’accomplit dans ces hautes instances et non au moyen de la guerre entre puissances. S’il est évident que la nouvelle configuration impérialiste se nourrit de massacres guerriers systématiques, la scène de ces massacres est périphérique. La multiplication de ces conflits ne conduit pas à des guerres inter-impérialistes et ce changement est dû au saut qualitatif de la mondialisation, que le vieux modèle de concurrence inter-impérialiste ne permet pas de voir ni d’expliquer. |

**L’impérialisme en action**

|  |  |
| --- | --- |
| **L’Afrique devant l’impérialisme[[2]](#footnote-2)**  Entrevue avec Horace G. Campbell | *On a l’impression que ça bouge en Afrique actuellement…*  Il n’y a pas si longtemps, des milliers de Tunisiens et de Tunisiennes prenaient la rue pour renverser le régime. Peu après l’insurrection égyptienne forçait le départ du dictateur Moubarak. Un peu partout sur le continent, de Johannesburg à Lagos en passant par Addis-Abeba, la colère des masses fait irruption. L’OTAN, ce dispositif au service de l’oligarchie financière de la planète, tente d’éradiquer cette montée de l’anti-impérialisme en Afrique, mais en réalité, la vague de résistance est loin d’être terminée.  *Quel lien existe-t-il entre les résistances actuelles et celles des années 1960 ?*  Déjà en 1966, Amilcar Cabral avait décrit l’impérialisme comme « la piraterie transplantée des océans à la terre ferme »[[3]](#footnote-3). Lors de la conférence de Berlin (1885), les grandes puissantes découpèrent le continent en zones d’influences. L’impérialisme « moderne » s’est transformé sur une base raciste pseudo-scientifique. Jusqu’aujourd’hui, cette réalité se perpétue via des interventions, au Tchad, en République Centre-Africaine, au Mali, en Côte d’Ivoire. De nouveaux mouvements émergent des luttes pour la justice réparatrice, la paix, la vie, la santé et le sauvetage de l’environnement naturel.  *Quelle est la place du racisme dans le déploiement impérialiste en Afrique ?*  Dès la traite des esclaves, de nouvelles « théories » justifiaient la hiérarchie entre les humains, relayés par les philosophes des Lumières. Lénine a bien vu que l’impérialisme intégrait une partie du prolétariat dans le dispositif de la domination. Il appelait cette couche l’« aristocratie ouvrière ». En Allemagne à l’époque, l’idéologie réactionnaire affirmait que le « Volk » (le peuple) allemand était supérieur aux autres. D’ailleurs, le colonialisme allemand a « expérimenté » le génocide en Namibie, avant de le mettre en pratique en Europe. En Angleterre, on a inculqué aux classes populaires l’idée que certains peuples avaient « besoin » d’être dominés.  *N’est-ce pas Edward Saïd qui a expliqué le rôle de la culture dans cette entreprise de domination ?*  Comme Amilcar Cabral, Saïd définissait l’impérialisme comme un système qui définit ce que l’on pense, ce que l’on imagine, au point où il devient normal d’envahir, de déposséder et de contrôler la vie des autres. La domination aujourd’hui se construit sur le culte des armes, la financiarisation, Hollywood, sans compter les universités et les experts humanitaires.  *Qu’est-ce qui s’est passé en Libye en 2012 ?*  Les États-Unis n’avaient pas confiance dans le leadership libyen. Dans le contexte des insurrections populaires en Tunisie et en Égypte, ils ont pensé qu’il était nécessaire d’intervenir via l’OTAN et le US Africa Command. Ils ont envahi la Libye sous prétexte de sauver la population, mais depuis l’invasion, 20 fois plus de Libyens sont morts. La société est gérée par 1700 milices appuyées sur 250 000 jeunes armés.  *Les impérialismes sont-ils en train de préparer un nouvel assaut contre l’Afrique ?*  La rivalité inter-impérialiste entre Européens et États-Unis s’accentue depuis la crise financière de 2008. Les « vieux » impérialismes sont en déclin devant la montée de certains États d’Asie et d’Amérique latine. Ces États n’ont cependant pas les moyens militaires capables de faire face à la puissance des États-Unis, même la Chine dont la puissance économique est indéniable.  *Qu’en est-il de l’anti-impérialisme en Afrique ?*  Depuis la Ligue anti-impérialiste de 1927 jusqu’au projet de Bandoeng, les peuples africains ont été à l’avant-garde de la lutte contre le colonialisme, le racisme et l’apartheid. Selon Desmond Tutu, le concept africain de l’Ubuntu doit être intégré dans la culture de la résistance : pour l’Ubuntu, l’humanité de chacun est l’humanité de tous. Seule la solidarité peut sauver la planète. L’un des défis des forces anti-impérialistes dans le monde est de résister au chauvinisme et au racisme qui jettent les peuples les uns contre les autres sur la base de la religion, de la race, du sexe ou de la nationalité. La lutte pour la paix et la reconstruction en Afrique comme ailleurs pose les jalons d’un autre monde. Entre le nord et le sud, de nouvelles alliances militantes prennent forme avec l’Afrique, en capitalisant sur l’héritage des Martin Luther King Jr., Malcolm X, C.L.R. James et Leonard Pelletier[[4]](#footnote-4). |

|  |  |
| --- | --- |
| **Obama dans la guerre sans fin**  Pierre Beaudet | Avec Obama, la dérive militariste impulsée par Georges W. Bush et les néoconservateurs est contestée. Le bilan est très négatif, mais sur le fond, il ne peut être question d’abandonner le projet hégémonique. La question est alors de comment restructurer cette suprématie et lui donner un nouvel élan d’une manière qui correspond aux besoins des États-Unis et des réalités découlant des nouveaux rapports de force dans le monde.  Ce point de vue « réaliste » vise à changer le focus de la guerre sans fin. Les opérations prenant la forme d’invasions de grande envergure sont mises de côté. Cela implique d’une part de déplacer les priorités militaires vers l’utilisation de la « guerre à distance » via les nouvelles technologies (les attaques ciblées par des drones, notamment). Cette nouvelle tactique qui a l’avantage de réduire les coûts est abondamment utilisée au Moyen-Orient et en Asie centrale, notamment en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, en Irak, en Libye et ailleurs. L’autre dimension du redéploiement est de fragmenter les pays adversaires en entités non seulement plus faciles à gérer, mais susceptibles de se neutraliser les unes les autres. C’est ce qui est expérimenté en Irak depuis que les États-Unis se sont fait à l’idée qu’ils étaient incapables d’occuper et de restructurer ce pays. En armant et en sous-contractant les diverses factions, l’armée américaine sous le commandement du général David Petraeus (promoteur d’une nouvelle stratégie de la contre-insurrection) joue sur les divisions au sein de l’État et dans la société. Sur le plan positif, cette tactique permet de diminuer l’impact de l’insurrection. Sur le plan négatif, elle aboutit à faire de l’État irakien une sorte de constellation de territoires hostiles les uns aux autres, ce qui interdit une stabilisation à long terme. Éventuellement, le but recherché par les stratèges militaires est d’appliquer cette recette en Palestine, au Liban, au Yémen, en Afghanistan. Éventuellement, c’est ce qui serait envisagé pour la Syrie, l’Iran et le Pakistan, ce qui permettrait aux États-Unis d’éviter d’autres défaites humiliantes, mais non de procéder à la grande « réingénierie » qui avait été vue comme nécessaire pour consolider l’Empire.  Dans les méandres du printemps arabe  Au début de 2011, de vastes mobilisations mettent à bas des régimes dictatoriaux dont l’Égypte, un pays-clé dans le dispositif américain dans la région. Le choc est prévisible compte tenu des fractures sociales et économiques qui conduisent plusieurs pays au bord de la ruine et de l’implosion sociale. Les multitudes qui prennent la rue réclament aussi la fin de la subordination aux États-Unis et de sa politique de guerre sans fin. Les pratiques prédatrices d’Israël contre les Palestiniens sont vues comme le résultat des politiques des États-Unis. Au début, Washington tergiverse : faut-il soutenir les Moubarak, Ben Ali et les autres ? Si on les « lâche », quelles sont les alternatives ? Les soulèvements ont le potentiel de devenir des révolutions, d’autant plus que les classes populaires révoltées par la misère et la faim convergent avec l’aspiration démocratique des couches moyennes et des intellectuels, couches auxquelles Obama s’est adressée au début de son mandat lors de son passage au Caire. Le dilemme est sérieux. La faction « dure » de l’administration, notamment la secrétaire d’état Hillary Clinton, hésite à abandonner les dictateurs. Les alliés israéliens insistent pour qu’on ne démantèle pas un système qui est assez efficace depuis plusieurs décennies pour sécuriser les intérêts américains et israéliens dans la région. L’arrivée au pouvoir à Tel-Aviv de l’ultra faucon Benyamin Netanyahu influence les débats. Celui-ci insiste pour déclencher des opérations militaires contre l’Iran, d’une part parce que ce pays dispose de capacités militaires, d’autre part parce qu’il estime que cela pourra intensifier les fractures au sein même des pays et nations arabes et musulmans.  À mesure que la crise s’intensifie, le point de vue « réaliste » s’impose. Les États-Unis cherchent de nouveaux alliés. Ils en trouvent parmi les franges conservatrices du mouvement islamiste, notamment les Frères Musulmans, trop contents de se faufiler au pouvoir. Cependant, ceux-ci contrairement aux dictatures antérieures ne sont pas des larbins. Ils veulent négocier sur leurs propres bases un nouveau modus vivendi avec Washington. On en est là au moment d’écrire ces lignes (novembre 2012). Mais il y a également une autre approche qui est expérimentée au moment de l’implosion de la Libye. Le renversement du dictateur ne se fait pas par l’insurrection populaire, mais par l’intervention de l’OTAN qui participe directement au combat (via les frappes aériennes) et qui arme et structure les groupes armés sur le terrain. Encore là, l’idée est de sécuriser une « transition » chaotique dans l’objectif de protéger les intérêts occidentaux (accès aux ressources) et de ne pas bousculer l’ordre régional.  Fait à noter, en s’alliant avec diverses factions rebelles, Obama abandonne la rhétorique de la « démocratisation » et des « droits », sachant pertinemment que ces groupes auront tendance à remplacer les régimes répressifs par le leur propre pouvoir, aussi (et parfois même davantage) intolérant. Enfin, la nouvelle stratégie agit en continuité pour protéger les alliés, à commencer par Israël. Après avoir discouru sur les droits des Palestiniens, Obama abandonne toute velléité sérieuse de changer la donne. Même continuité avec l’Arabie saoudite et les pétromonarchies du Golfe, à qui on permet de réprimer sans pitié les aspirations démocratiques des peuples (à Bahreïn notamment) tout en leur confiant de nouvelles fonctions de gendarmerie dans la région.  Est-ce la fin de l’histoire ?? Certainement pas. La « gestion » des conflits et la stabilisation espérée ne sont pas des objectifs faciles à réaliser à travers les turbulences actuelles. Avec leur printemps arabe, les peuples ont pris le goût de la liberté et il est improbable qu’ils abandonnent leurs luttes. Les espaces démocratiques fragiles créés dans les interstices de la fin des dictatures sont utilisées pour densifier les mouvements populaires et les réseaux associatifs. D’une certaine manière, il est drôlement plus difficile de bloquer ce processus que de chasser les Djihadistes. Et ainsi, il n’est pas dit que la lutte d’émancipation ne va pas connaître des rebondissements. D’autre part, les États-Unis ne sont pas au bout de leurs peines alors que des puissances « émergent » dans la région (la Turquie par exemple) et que de nouvelles interactions se produisent avec la Chine, ce qui permet à l’Iran notamment de tenir le coup. Pour certains, le Moyen-Orient peut être le socle d’une pax americana réaffirmée dans le monde ou au contraire, son cimetière.  Dans l’épicentre de la crise  Les mouvements populaires et les initiatives citoyennes dans le Maghreb-Machrek ou le monde arabe ne manquent pas de défis. Ces défis dans une large mesure ne sont pas totalement différents de ceux qui confrontent les organisations dans les autres régions du monde. Cependant, il y a ici un facteur qui complique énormément les choses. Pour toutes sortes de raisons, cette région se trouve au cœur des grandes fractures géopolitiques contemporaines. Depuis la Première Guerre mondiale en effet, la carte a été redessinée sous l’influence des grandes puissances européennes. Après 1945, la vague d’indépendances a quelque peu mis à mal le dispositif impérialiste, notamment en Égypte, en Irak, en Iran, en Algérie avec l’essor de divers gouvernements nationalistes et progressistes. En partie à cause de leur localisation à la charnière de l’Europe, de l’Afrique et de l’Asie, en partie à cause des richesses naturelles qui abondent dans la région, ces expériences sociales et politiques ont été cassées par diverses agressions, invasions, occupations, coups d’état. Pour les États-Unis qui sont devenus la première puissance mondiale, le Machrek est devenu une « zone stratégique », où selon la définition, les intérêts états-uniens sont directement en jeu. En clair, cela veut dire que les États-Unis se sont arrogés le droit d’intervenir pour consolider leur domination. Ils l’ont fait en s’assurant l’appui d’alliés indéfectibles, dont les pétromonarchies du Golfe, mais aussi de la Jordanie et de l’Égypte, sans compter l’État israélien, qui est un pivot du dispositif impérialiste dans la région.  Reprise par les Britanniques en 1917, la Palestine historique est le terrain d’une violente confrontation. L’État israélien mis en place en 1948 s’est traduit par la spoliation du peuple palestinien, spoliation complétée en 1967 par l’occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Des centaines de milliers de PalestinienNEs ont dû prendre le chemin de l’exil. Les autres ont fait face à une occupation militaire sans compromis. À plusieurs reprises, la population palestinienne s’est soulevée, réclamant ses droits, avec l’appui de la grande majorité des États-membres de l’ONU, mais rien n’a débouché à cause de l’alliance entre Israël et les États-Unis. Pour ceux-ci, Israël constitue une plateforme militaire permanente qui assure la sécurité des investissements dans toute la région et qui empêche l’émancipation non seulement des Palestiniens mais aussi des autres peuples de la région. Pour ces raisons, le conflit opposant le peuple palestinien à l’État israélien demeure dans l’impasse.  Depuis 2001, toutefois, les États-Unis ont agrandi leur présence dans la région avec l’occupation de l’Irak et l’établissement de bases militaires dans plusieurs pays du Golfe, sans compter les aventures militaires du côté de l’Afghanistan, du Pakistan et d’autres États d’Asie centrale, et plus récemment (2012), en Libye.Dans ce contexte, les luttes pour le développement, la démocratie et la paix sont très complexes car les enjeux locaux, voire régionaux sont soumis aux enjeux internationaux où des puissances, en l’occurrence les États-Unis, ne veulent pas laisser de marge de manœuvre aux populations, à leurs organisations et même à leurs États. L’agressivité qui en découle signifie une série quasi ininterrompue d’agressions et de guerres. Cette triste situation est confrontée par les mouvements populaires dans la région et également par les forces de paix dans le monde, souvent dans des conditions d’une grande adversité. Ainsi en 2003, des millions de personnes dans le monde ont manifesté contre l’agression états-unienne contre l’Irak, non pas parce qu’elles sympathisaient avec le régime dictatorial sévissant dans ce pays, mais parce qu’elles évaluaient que l’objectif des États-Unis n’était pas tellement de rétablir la démocratie que d’assurer leur domination dans la région. L’instabilité régionale risque de demeurer encore longtemps un enjeu au moment où les États-Unis et leur allié israélien menacent d’attaquer l’Iran, le Liban, éventuellement la Syrie.  Reste à voir ce qui s’en suivra dans le sillon du printemps arabe. Le renversement de dictateurs qui agissaient comme relais des États-Unis, notamment en Égypte, fragilise la stratégie impérialiste et pourrait ouvrir la porte à de nouvelles alliances régionales, lesquelles pourraient également établir des passerelles avec des pays « émergents » (comme la Chine et le Brésil). Entre-temps, les lignes de fractures qui pénalisent les peuples du Maghreb et du Machrek risquent de perdurer. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Les États-Unis au Moyen-Orient**  Immanuel Wallerstein | Le 27 novembre, le *New York Times* publiait un article intitulé « Des politiques contradictoires vis-à-vis de la Syrie et de l’Etat islamique affaiblissent la position des Etats-Unis au Moyen-Orient *»,* Pourtant, le déclin des Etats-Unis au Moyen-Orient est amorcé depuis près d’un demi-siècle. Car le problème va bien au-delà du récent conflit entre les forces anti-Assad en Syrie et leurs partisans à l’étranger d’une part, et le gouvernement Obama d’autre part. De fait, le « grand frère américain » est devenu imprévisible, incontrôlable et dangereux pour lui-même et pour autrui. Par conséquent, presque personne ne lui fait plus confiance. Si de nombreux pays l’appellent encore à la rescousse dans des circonstances données, c’est dans le cadre d’une stratégie obéissant à une logique de court terme.  Comment se fait-il que le pays jadis hégémonique du système-monde, qui demeure de loin la première puissance militaire, en soit arrivé là ? En réalité, le déclin des Etats-Unis n’est pas lié à des erreurs politiques mais à des causes structurelles – ce qui implique que la tendance ne peut être inversée.  Il n’est pas superflu de revenir sur les phases successives de cette érosion du pouvoir américain. C’est au cours de la période 1945-1970 que Washington se trouve au sommet de sa puissance. A l’époque, le pays obtient ce qu’il veut sur la scène internationale 95 % du temps, sur 95 % des questions, ce qui constitue à mon sens une véritable hégémonie. Cette position peut être maintenue grâce à la collusion avec l’Union soviétique, les deux « grands » étant liés par un accord tacite sur la division du monde en zones d’influence préservées de tout affrontement militaire direct, d’où le terme de guerre « froide ». A cela s’ajoutent les armes nucléaires, qui instaurentl’« équilibre de la terreur ».  Pour les deux acteurs, l’objectif de la guerre froide ne consistait pas à triompher du supposé ennemi idéologique, mais à contrôler ses propres satellites. Ce confortable arrangement a d’abord été menacé par le refus de plusieurs mouvements, au sein de ce que l’on a nommera plus tard le « tiers-monde », de souffrir des conséquences de ce statu quo. Ainsi, le Parti communiste chinois défie l’injonction de Staline, qui l’a enjoint de trouver un compromis avec le Kouo-Min-Tang, et marche sur Shanghai pour proclamer l’avènement de la République populaire. De même, le Viêt Minh rejette les Accords de Genève et décide d’entrer dans Saigon pour unifier le pays sous son autorité. Quant au Front de libération nationale algérien, il ne tient pas compte de l’avis du Parti communiste français qui entend donner la priorité à la lutte des classes en France, et lance son combat pour l’indépendance. Enfin, les guérillas cubaines, après avoir renversé le régime de Batista, contraignent l’Union soviétique à les protéger contre l’invasion américaine.  La défaite des Etats-Unis au Vietnam a résulté d’une part du poids considérable du conflit sur les finances publiques, d’autre part de l’opposition interne croissante à la guerre de la part des jeunes recrues de la classe moyenne et de leurs familles. Cet épisode donnera naissance au « syndrome du Vietnam », qui pèsera de façon permanente sur les interventions militaires ultérieures menées par Washington.  L’année 1968 est marquée par une rébellion mondiale non seulement contre l’hégémonie américaine, mais aussi contre la collusion entre les deux grandes puissances. Cette rébellion se caractérise également par le rejet des vieilles formations de gauche au motif que celles-ci, n’ayant pas changé le monde comme elles l’avaient promis, sont devenues une partie du problème et non de la solution.  Sous diverses présidences (de Richard Nixon à Bill Clinton, en passant par Ronald Reagan), les Etats-Unis ont cherché à freiner leur déclin de trois manières. Premièrement, ils ont proposé à leurs plus proches alliés de passer du statut de satellite à celui de partenaire – à condition qu’ils ne s’écartent pas trop des politiques du « grand frère américain ». Deuxièmement, en matière d’économie mondiale, ils ont exigé des pays du Sud qu’ils orientent leur production vers les exportations et qu’ils se soumettent aux diktats néolibéraux du consensus de Washington. Troisièmement, ils ont tenté d’empêcher l’émergence de nouvelles puissances nucléaires au-delà des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.  Ces mesures ne se sont avérées que partiellement fructueuses : si elles ont ralenti le déclin américain, elles n’ont pas pu inverser la vapeur. Et lorsqu’à la fin des années 1980, l’Union soviétique commence à se fissurer de toutes parts, les Etats-Unis restent médusés. En effet, leur but n’était pas de gagner la guerre froide, mais de faire en sorte que celle-ci dure indéfiniment. Ainsi, la plus immédiate conséquence de l’effondrement de l’URSS fut l’invasion du Koweït par Saddam Hussein. L’Union soviétique n’était plus là pour contenir l’Irak dans l’intérêt du compromis soviético-américain.  Si les Etats-Unis remportent la guerre du Golfe, leur faiblesse devient encore plus manifeste dans la mesure où ils s’avèrent incapables de financer eux-mêmes l’intervention. Ils sont ainsi tributaires, pour 90 % des coûts, de quatre autres pays – le Koweït, l’Arabie saoudite, l’Allemagne et le Japon. En renonçant à marcher sur Bagdad, le président George H. W. Bush prend indubitablement une sage décision, mais de nombreux Américains vivent comme une humiliation le maintien de Saddam Hussein au pouvoir.  Le tournant suivant est l’arrivée à la Maison-Blanche de George W. Bush, entouré par ses faucons néo-conservateurs. Cette équipe profite des attentats perpétrés par Al-Qaïda le 11 septembre 2001 pour justifier l’invasion de l’Irak en 2003 et renverser Saddam Hussein. Mais Washington est mis en minorité pour la première fois lors d’un vote au Conseil de sécurité de l’ONU et la résistance irakienne s’avère bien plus vaste et coriace que prévu. Au bout du compte, l’invasion ne fait que précipiter le déclin des Etats-Unis. Ce qui nous amène aux efforts de l’administration Obama pour faire face à cette situation.  Mais ni lui, ni aucun autre président américain ne pourra changer la donne, car les Etats-Unis refusent toujours d’accepter cette nouvelle réalité. Ils continuent de tout mettre en œuvre pour rétablir leur suprématie. Or cette tâche impossible les conduit à poursuivre leurs « politiques conflictuelles » au Moyen-Orient et ailleurs. Cherchant à stabiliser la situation géopolitique mondiale, ils ne cessent de changer de position de manière imprévisible. Quant à l’opinion publique américaine, partagée entre la fierté d’être le « leader » et les inconvénients que cela représente, elle se montre elle aussi particulièrement versatile.  Aussi le monde se trouve confronté à un problème de taille, car les forces incontrôlables conduisent à la destruction, non seulement d’elles-mêmes mais aussi de tout ce qui se trouve sur leur chemin. Avec pour conséquence une peur croissante et généralisée, qui menace lourdement la survie de notre planète. |

**Anti-impérialismes et altermondialismes**

|  |  |
| --- | --- |
| **Hypothèses pour une stratégie altermondialiste**  Gustave Massiah | La crise actuelle, qui se présente comme une crise financière, monétaire et économique, est une crise sociale, démocratique, géopolitique et écologique, et au total une crise de civilisation. C’est une crise sociale, celle des inégalités, de la pauvreté et des discriminations. C’est une crise démocratique, celle de la remise en cause des libertés et de l’égalité partout où elles avaient connu des avancées. C’est une crise géopolitique, celle de la décolonisation inachevée et de la remise en cause de l’hégémonie des Etats-Unis et de leurs alliés européens et japonais. C’est une crise écologique, celle de la rencontre des limites de l’écosystème planétaire.  Le mouvement altermondialiste est porteur d’une logique anti-systémique par rapport à la logique dominante. Par rapport à la logique systémique du néolibéralisme, le mouvement altermondialiste conteste la subordination à la rationalité du marché mondial des capitaux et à l’ajustement structurel de chaque société au marché mondial. Par rapport à la logique systémique du capitalisme, il conteste la nature même de la croissance et la marchandisation qui, de manière toujours croissante, subordonne à la recherche du profit tous les aspects de la vie. Le mouvement altermondialiste à travers les résistances, les luttes sociales et citoyennes, la contestation culturelle, la bataille des idées a contribué à l’approfondissement des contradictions du système et à sa crise.  Le mouvement altermondialiste est un mouvement historique d’émancipation qui prolonge et renouvelle les mouvements historiques des périodes précédentes : les mouvements historiques de la décolonisation, pour les libertés, des luttes sociales, de l’écologie. Il renoue avec des tendances très longues en redéfinissant les enjeux à partir des remises en cause, par le néolibéralisme, des équilibres historiques. Le mouvement historique de la décolonisation a été combattu par le néolibéralisme à travers la gestion de la crise de la dette, les programmes d’ajustement structurel et la perversion des régimes des pays décolonisés. Le mouvement historique pour les libertés et l’égalité avait bouleversé le monde avec les Lumières, puis la révolution des nationalités ; il a pris de nouvelles dimensions, dans le mouvement des libertés de 1965 à 1973, avec la remise en cause des totalitarismes et des oppressions, particulièrement l’oppression des femmes. Le néolibéralisme a tenté de le récupérer à travers l’individualisme et la consommation. Le mouvement historique des luttes sociales a opposé a pris tout son sens avec le mouvement ouvrier à partir du 19ème siècle et dans les luttes révolutionnaires du début du XXème siècle. Le néolibéralisme, de son côté, a développé la précarisation et une mondialisation fondée sur le dumping social généralisé.  L’orientation stratégique du mouvement altermondialiste est celle de l’accès aux droits pour tous et de l’égalité des droits à l’échelle mondiale. Elle prend tout son sens avec l’impératif démocratique. Cette orientation caractérise la nature anti-systémique du mouvement. Le mouvement oppose l’accès aux droits pour tous à logique du néolibéralisme. A l’affirmation qu’on ne peut organiser le monde qu’à partir de la régulation par le marché mondial des capitaux, le mouvement affirme qu’on peut organiser chaque société et le monde à partir de l’accès aux droits pour tous. de l’égalité des droits. L’orientation stratégique sur l’accès aux droits est reliée à l’impératif démocratique qui prend une acuité particulière dans une période où les libertés sont mises en cause et où l’égalité est contestée comme valeur.  Le mouvement altermondialiste revendique la mise en œuvre des quatre générations de droits qui ont été générés par chacun des mouvements historiques : les droits civils et politiques ; les droits économiques, sociaux et culturels ; les droits des peuples ; les droits écologiques. Chaque période historique a repris à son compte, complété et renouvelé, les droits formalisés dans les périodes historiques précédentes. Les droits civils et politiques ont été explicités et formalisés par les grandes déclarations du 18ème siècle. Ils ont été complétés par la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme. Ils ont été renouvelés par les droits des femmes. Ils ont été complétés par le refus des totalitarismes et par l’articulation entre les droits individuels et les droits des peuples. Les droits économiques sociaux, culturels et environnementaux ont été mis en avant par l’ONU. Les droits des peuples, notamment les droits à l’autodétermination, au contrôle des ressources naturelles et au développement ont été explicités dans la Charte pour les droits des peuples. Une quatrième génération de droits comprend les droits « écologiques ». Elle comprend les droits de maîtrise de la mondialisation et de renouvellement des droits civils et politiques, et notamment les droits des migrants et de libre circulation.  Le mouvement altermondialiste, formé par la convergence des mouvements sociaux et citoyens, met en avant une culture politique fondée sur la diversité et l’horizontalité. La diversité résulte de la légitimité de tous les mouvements qui luttent contre l’oppression et qui inscrivent cette lutte dans un projet d’émancipation. Le mouvement a mis en place un processus, celui des forums sociaux mondiaux ; ils sont organisés à partir des principes d’activités autogérées, de refus des autorités autoproclamées, de recherche des consensus et de démocratie participative. La référence à « un autre monde possible » exprime le refus de la fatalité, de « la guerre des civilisations » et de la prétention néolibérale « there is no alternative ».  Les bases sociales de l’altermondialisme et ses alliances dépendent des enjeux de la période, des issues qui se présentent à la crise : le néoconservatisme de guerre ; la refondation du capitalisme à travers le « green new deal » ; le dépassement du capitalisme. Les bases sociales, dans le cas du néo-conservatisme, concernent tous ceux qui veulent lutter contre la barbarie, la répression, les régimes autoritaires et les guerres. Les bases sociales et les alliances par rapport à la refondation du capitalisme et au « green new deal » sont formées par tous les mouvements qui luttent pour l’accès aux droits pour tous à l’échelle mondiale. Les bases sociales pour le dépassement du capitalisme sont formées par les parties des mouvements qui sont engagés dans les luttes pour l’égalité des droits. Dans l’urgence, les alliances regroupent ceux qui sont opposés au néoconservatisme de guerre. Les principes généraux se définissent à l’échelle de la crise, de la mondialisation.  Le pari est d’inventer de nouvelles formes de rapport entre la question sociale et les mouvements, et entre le politique et les institutions. L’impératif démocratique est au centre de cette réinvention. L’interrogation porte en premier lieu sur la nature contradictoire de l’Etat, entre le service des classes dominantes et l’intérêt général, sur la crise de l’Etat-Nation et sur le rôle de l’Etat dans la transformation sociale. Elle porte aussi sur la nature du pouvoir et sur le rapport au pouvoir. Dans les processus engagés, notamment par rapport à la violence, les modalités de la lutte pour le pouvoir peuvent l’emporter sur la définition du projet et marquer profondément la nature de la transformation sociale. La culture démocratique est sur ce plan déterminante. La remise en cause de la domination passe par la confrontation pour l’hégémonie culturelle. Il n’y a pas de changement social sans rupture, sans discontinuité dans les formes du politique et du pouvoir. Cette rupture et sa maîtrise possible constituent le pari fondateur de tout changement social. Le débat sur les orientations générales et les applications dans des situations spécifiques est au centre des débats du mouvement altermondialiste.  La crise globale ouvre des opportunités qui permettent de dégager les améliorations immédiates possibles, d’une part, et les transformations radicales en termes de nouveaux rapports sociaux, de fondements des nouvelles logiques et de lignes de rupture. La régulation publique et citoyenne permet de redéfinir les politiques publiques ; elle ouvre la discussion sur les formes de propriété et sur l’évolution fondamentale du travail. La redistribution des richesses et le retour du marché intérieur redonnent une possibilité de stabilisation du salariat, de garantie des revenus et de la protection sociale, de redéploiement des services publics ; elle ouvre à l’égalité d’accès aux droits et sur la relation entre le statut social du salariat et son évolution en tant que rapport social. L’urgence écologique nécessite des mesures immédiates pour la préservation des ressources naturelles, particulièrement l’eau, la terre, et l’énergie, de la biodiversité et du climat ; elle ouvre la discussion sur une mutation du mode de développement social. Le modèle de représentation politique nécessite la redéfinition de la démocratie, le refus de la discrimination et de la ségrégation sociale. Le rééquilibrage entre le Nord et le Sud ouvre une nouvelle phase de la décolonisation. Une nouvelle régulation mondiale ouvre la régulation de la transformation sociale à l’échelle de la planète et la perspective d’une citoyenneté mondiale.  Les analyses et propositions discutées dans les Forums sociaux mondiaux ont été validées dans la bataille des idées. Le mouvement altermondialiste, à côté des recommandations immédiates, avance de nouvelles propositions qui articulent la sortie du néolibéralisme et le dépassement du capitalisme. Les recommandations immédiates (contrôle du système bancaire, régulation publique et citoyenne, suppression des paradis fiscaux, taxes internationales, etc.) s’imposent dans le débat. Dans les forums sociaux mondiaux, plusieurs questions font le lien entre de nouvelles orientations susceptibles de réformes immédiates et d’alliances larges, et de nouvelles ouvertures vers des alternatives radicales : biens communs, gratuité, bien-vivre, démarchandisation, hégémonie culturelle et pouvoir politique, démocratisation de la démocratie, construction d’un « universalisme universel », du statut politique de l’Humanité, etc.  Le mouvement altermondialiste propose d’articuler les réponses en fonction du temps, de l’urgence et de la durée ; de l’espace, du local au global ; des formes d’intervention. Il mène de front les luttes et les résistances, l’élaboration intellectuelle, la revendication de politiques publiques visant à l’égalité des droits, les pratiques concrètes d’émancipation. Au niveau des échelles d’espace, les interdépendances existent entre le local, le national, les grandes régions, le global et le planétaire. Chacune des propositions se décline à ces différents niveaux, ainsi de l’hégémonie culturelle, des rapports internationaux, économiques, géopolitiques et écologiques, de la démocratisation, des équilibres économiques et géoculturels, du pouvoir politique, des Etats et des politiques publiques, des pratiques concrètes d’émancipation et de la relation entre population, territoire et institutions. Les luttes et les résistances permettent de se défendre et de créer. L’élaboration permet de comprendre le monde pour le transformer. Les politiques publiques sont un espace des conflits et des négociations. Les pratiques concrètes d’émancipation, à tous les niveaux, du local au national, aux grandes régions et au mondial, construisent des alternatives et préfigurent de nouveaux rapports sociaux. Comme tout système, le capitalisme n’est pas éternel. Il a eu un début et il aura une fin. Son dépassement est d’actualité. Il est nécessaire dès aujourd’hui d’esquisser et de préparer un autre monde possible. |

1. Extraits de « L’Impérialisme au vingt-et-unième siècle », À *l’encontre*, juin 2002. [↑](#footnote-ref-1)
2. Entrevue réalisée par Donald Cuccioletta pour les *Nouveaux Cahiers du socialisme*, août 2014. [↑](#footnote-ref-2)
3. Amilcar Cabral, *L’arme de la théorie*, Paris, Maspéro, 1975 [↑](#footnote-ref-3)
4. Pelletier, un leader du *American Indian Movement* qui lutte pour les droits des autochtones, a été condamné à la prison à vie en 1977 à la suite d’affrontements entre autochtones et policiers sur la réserve de Pine Ridge au Dakota. Une campagne est en cours aux États-Unis et dans le monde pour exiger sa libération. [↑](#footnote-ref-4)